

Antoine BONNEVILLE

Président, LENZI Lanternes de Paris-Argenton Sur Creuse, Vice-président du syndicat de l'éclairage
1 septembre 2023



► **M. BONNEVILLE, merci pour avoir accepté cette interview. Pouvez-vous présenter rapidement votre parcours et vos missions actuelles ?**

J'ai un parcours universitaire et suis titulaire d'un DESS d'administration des entreprises de l'IAE de Lille, on appellerait aujourd'hui : Master en management d'entreprises. J'ai fait de nombreux métiers, comme celui d'enseignant en mathématique, physique et chimie pour payer mes études. J'ai exercé ce métier passionnant pendant 3 ans. J'ai été ensuite tour à tour, informaticien, consultant en organisation, Directeur financier puis Directeur d'usine pour terminer par ce beau mais difficile métier de chef d'entreprise. Métier que j'exerce depuis 2005 dans cette pépite argonnaise.

J'ai eu quelques engagements "citoyens" comme Président de l'ADESI (Association pour le Développement de l'Enseignement Supérieur dans l'Indre) de 2008 à 2017, présidence qui m'a passionné parce que la mission était au bénéfice des jeunes.

J'ai ensuite été élu à la Présidence de la CCI régionale Centre-Val de Loire.

Depuis deux ans, je me suis investi au syndicat de l'éclairage. Je suis membre du Conseil d'Administration après avoir été un des vice-présidents. Ce syndicat représente les fabricants de l'éclairage et sa contribution pour la transition écologique et énergétique, au travers de ses adhérents, est primordiale.

► **Vos fonctions vous conduisent à parcourir le monde. Si vous aviez en quelques mots, des qualificatifs positifs pour la France, que seraient-ils ?**

C'est lorsque l'on revient dans notre pays après un voyage à l'étranger qu'on réalise qu'il est unique. La diversité des paysages, son climat, son patrimoine exceptionnel, sa culture, son histoire dont nous pouvons être fiers, sa langue qui permet toutes les nuances, ses infrastructures de transport (réseau routier et autoroutier, voies ferrées et TGV), ses marques de luxe, bref de nombreux atouts. La France serait un paradis peuplé de gens qui se croient en enfer ! Nos amis étrangers nous l'envient, sinon pourquoi seraient-ils si nombreux à venir le visiter. Le génie français est une réalité. A toutes les époques nos grands hommes et nos grandes femmes ont fait l'histoire. Les politiques, De Jeanne d'Arc à de Gaulle en passant par Napoléon. Les philosophes, de Montesquieu à Voltaire en passant par Jean-Jacques Rousseau et Diderot. Les écrivains, de Molière à Victor Hugo en passant par Baudelaire sans oublier notre George Sand. Notre pays a façonné l'histoire du monde. Il nous faudrait un grand dirigeant ou une grande dirigeante de l'étoffe de ceux cités plus haut pour redonner l'espoir d'un avenir radieux.

► **Et pour le département de l'Indre ?**

J'aime bien observer le temps long. Je cite souvent George Sand : "Mais la Touraine s'est grandement civilisée avec et depuis la Renaissance. Elle s'est couverte de châteaux, de routes, d'étrangers et de mouvement. Le Berry est resté stationnaire, et je crois qu'après la Bretagne et quelques provinces de l'extrême midi de la France, c'est le pays le plus conservé qui se puisse trouver à l'heure qu'il est." (*La mare aux diables*).

A la mort de George Sand, il y a près de 150 ans, notre Berry (Indre et Cher) représentait 40% de la population de la région Centre. Aujourd'hui, il ne pèse plus que 20% (8% pour l'Indre). Le centre de gravité de la région s'est déplacé sur l'axe ligérien. Son nom a changé en devenant la région Centre-Val de Loire. A l'international d'ailleurs la Région communique uniquement sur "Loire Valley". Le Berry a disparu de la communication régionale. Mais il ne faut pas tout attendre des autres. La création de la marque "Berry Province" et de l'agence d'attractivité de l'Indre, dont j'ai fait partie avec les premiers administrateurs, sont de bonnes choses.

"Du rêve américain aux ombres chinoises l'Indre n'a toujours pas trouvé sa voie."

L'Indre s'est replié sur lui-même petit à petit. Notre département ne s'est pas remis du départ des américains en 1966. 2.400 salariés perdent leur emploi en 2 ans dans un département souffrant déjà de chômage chronique. Une grande majorité des salariés licenciés ont plus de 35 ans et entre 15 à 20% ont entre 50 et 60 ans.

Ceux qui bénéficient d'une haute qualification comme les ingénieurs, cadres et techniciens de l'usine d'avions, n'ont pas de problème pour se reclasser à condition de quitter le département. On assiste donc à une paupérisation de notre territoire. Cette histoire soudaine et violente, cette confrontation économique et culturelle, cette parenthèse de 15 ans d'Amérique à Châteauroux, certains se demandent encore aujourd'hui si c'était un rêve ou la réalité.

Ce rêve certains pensent qu'il peut se reproduire. En effet en 2007, 40 ans après le départ des américains, on nous annonce l'arrivée des chinois. Sous la présidence de Jean-François Mayet, la communauté d'agglomération de Châteauroux lance en grande pompe le projet Haute Qualité Environnementale "Osons Ozans".

500 hectares dédiés à ce projet qui devaient créer 4.000 emplois. Le 11 juin 2014 c'est la pose de la première pierre du hub sino-européen Eurocity. 3 axes principaux de coopération sont proposés : la logistique, la recherche et le développement et enfin l'enseignement supérieur. C'est ce seul dernier qui a vraiment existé avec le site étudiant de la Martinerie aujourd'hui abandonné.

J'avais d'ailleurs écrit en 2014 à Mme Paulette Picard (ancienne Présidente de la CCI de l'Indre) et à Gil Averous pour leur faire part de mon inquiétude quant à la possible création d'une concurrence déloyale avec les entreprises françaises.

En effet ce projet visait à aider les entreprises chinoises à livrer des produits à Ozans uniquement pour y ajouter un label "made in France" par un assemblage final peu générateur de valeur ajoutée et d'emplois qualifiés. Un fameux documentaire sur ARTE de 2012 "Quand la Chine délocalise en Europe" explique d'ailleurs comment les entreprises chinoises s'approprient des techniques et des équipements européens, en y apportant aussi leur savoir-faire et leurs méthodes, parfois au détriment du code du travail. Ce rêve chinois n'est finalement jamais devenu réalité et les ombres chinoises continuent de hanter le site vide d'Ozans.

Même si de temps en temps quelques effets d'annonces préélectorales, comme celui d'un gigantesque Datacenter d'un investissement de 700M€, viennent troubler le calme de cette paisible campagne.

L'Indre aujourd'hui est un département qui s'abandonne.

Depuis 2006 chaque jour notre département perd 5 habitants. Sa préfecture, Châteauroux en perd un par jour sur la même période. Depuis 1975 c'est environ 10.000 de ses habitants qui ont quitté la ville. La plupart des indicateurs socio-économiques démontre que notre département décroche. Qu'il s'agisse de dynamisme démographique, de marché du travail, d'infrastructures ou de niveau de vie, notre département est en queue de peloton régional et national.

Deux événements m'ont fait réaliser en 2017 l'état de notre département.

Le premier de ces événements : Un couple d'amis, tous deux de professions libérales à Châteauroux, me font part de la difficulté croissante qu'ils ont de vivre décement de leurs activités respectives. Le mari a finalement vendu son cabinet et est parti s'installer professionnellement ailleurs. Sa femme est toujours à Châteauroux n'ayant pu céder le sien. Ce sont de vrais berrichons. Je venais de comprendre que l'appauvrissement de notre territoire et de notre préfecture était une réalité.

Le second de ces événements : Cette même année en 2017, j'assistais au mariage d'un ami à Saint-Chartier et j'en profitais pour faire le tour de ce petit village de 500 habitants. La Poste à quelques mètres de la mairie avait fermé en 2008 laissant un bâtiment inoccupé avec toujours inscrit sur le fronton "St CHARTIER POSTE TELEGRAPHE TELEPHONE". La gendarmerie située à côté de l'ancienne poste a fermé elle en 2011 laissant également un bâtiment en friche avec cette inscription en filigrane sur le mur de la façade "GENDARMERIE NATIONALE". L'église était fermée à clé, certaines maisons du centre village étaient volets clos, d'autres en ruine ou en vente. Le fameux festival de St Chartier a déménagé à Ars en 2008 et perdu son nom. A l'époque il attirait près de 30.000 amateurs. Ce village prouvait la lente paupérisation de notre département.

En février 2017 sort un article de la NR annonçant la fermeture programmée de 28 classes du 1^{er} degré et la suppression de 24 postes d'enseignants rien que pour l'année 2018 dans notre département. 440 élèves en moins pour cette année sur environ 17.000 au total avaient eu raison de ces fermetures.

D'autres exemples me viennent à l'esprit, un notaire qui licencie une partie de son personnel car le nombre de transactions immobilières a baissé. Des pharmacies qui ferment, 3 il y a quelques années en centre-ville de Châteauroux. Des îlots commerciaux qui disparaissent à Cap Sud. A la rentrée de septembre 2018 les îlots commerciaux les plus touchés comportaient de 25 à 40% de locaux vacants. Une vacance commerciale qui est importante à Châteauroux. Les efforts de la mairie portent sur le resserrement vers l'hypercentre, comme une peau de chagrin, des commerces en vie donnant ainsi l'impression d'une vacance faible. Et puis cette fameuse brocante des marins autrefois florissante qui est désormais moribonde.

Tous ces témoignages sont saisissants et vont dans le même sens. L'Indre se dépeuple et se paupérise doucement mais surement.

► **Y a-t-il alors des raisons d'espérer ?**

Ce qui arrive à notre département ne lui est pas spécifique, mais on ne sent pas la volonté politique de s'en sortir. Lorsque j'étais Président de la CCI régionale et Vice-Président de "DEV'UP" l'agence de développement économique de la région, je constatais l'absence des représentants de l'Indre dans la plupart des manifestations économiques organisées.

L'Indre à pourtant de nombreux atouts. Son agriculture et son blé par exemple d'excellente qualité. S'il y a beaucoup de production il n'y a malheureusement que peu de transformation dans notre département. La valeur ajoutée quitte l'Indre et se réalise ailleurs. L'Eure et Loir a créé Food Val de Loire (Pôle de l'entrepreneuriat innovant en agroalimentaire). C'est une excellente idée qu'il faudrait reproduire dans notre département.

Ses innombrables associations et événements culturels qui parsèment le département sont une source d'espoir. Des événements autour de Liszt (les Lisztomanias), de George Sand (le concours de la nouvelle George Sand) par exemples. De nombreux événements musicaux, notre scène nationale Équinoxe, notre musée Bertrand qui mériterait une attention plus particulière. A ce propos, Bilbao, dans la pays Basque espagnol, est sortie de la crise économique dans laquelle elle se trouvait grâce à son désormais célèbre musée Guggenheim. Je rêve parfois d'un musée de l'aéronautique dans les anciennes usines Marcel Bloch-Dassault à Déols.

La culture liée au tourisme est un moyen de faire vivre notre territoire. Évidemment la mise en lumière de nos trois gloires locales, George Sand, le Général Bertrand et Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord, ne peut qu'avoir des effets positifs. La Brenne, ses étangs et son silence, est une zone assez exceptionnelle qui évidemment doit continuer à être valorisée.

Le désenclavement du département par l'autoroute A20 a été une bonne chose. Le quasi abandon de la ligne Paris Toulouse via Châteauroux est une catastrophe pour l'Indre. Le TGV Paris-Toulouse passera par Bordeaux. Resterons-nous à jamais à 2h de Paris ? Notre poids politique n'a jamais été suffisant pour influencer les gouvernements successifs. L'amélioration de l'axe routier Châteauroux-Tours permettrait de s'arrimer à la locomotive tourangelle pour un meilleur développement économique. Le contournement prévu de Villedieu est une étape nécessaire.

L'enseignement supérieur est une bonne occasion de favoriser le développement économique d'un territoire. A ce titre, la création de l'Écocampus Châteauroux est une de mes fiertés. En effet, lors de ma présidence de l'ADESI nous avons créé en 2008, avec Jean-François MAYET alors maire de Châteauroux, un partenariat entre la plupart des établissements d'enseignement supérieur de l'Indre. Cet Ecocampus qui rassemble désormais une douzaine d'établissements a pour objectif de peser davantage vis-à-vis des collectivités notamment la Région, le Département, la ville de Châteauroux et l'Université d'Orléans. Il permet de donner davantage de visibilité à l'offre castelroussine. Aujourd'hui l'Ecocampus c'est une trentaine de diplômés qui vont du BTS au Master en passant par des Licences et des Bachelors. L'Ecocampus c'est 2.500 étudiants.

L'idée de la fusion des 2 départements berrichons n'est pas vraiment nouvelle mais elle revient régulièrement sur le devant de la scène. Le poids de ce nouveau département pèserait autant au niveau régional que celui de la Touraine ou du Loiret (environ 20% de la population) et redonnerait de la visibilité avec cette marque "Berry" qui a une notoriété certaine. Cette idée intéressante ne verra cependant jamais le jour tant les élus indriens sont contre.

► **Vous avez été Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Centre Val de Loire sur la période 2016-2019 ? Que reprenez-vous de cette période ?**

J'ai tout d'abord réalisé une cartographie de la Région. Je l'ai écrit plus haut, le centre de gravité de la Région Centre-Val de Loire s'est progressivement déplacé vers l'axe ligérien. La région se compose de 4 zones d'influence plus ou moins importantes avec des atouts et des caractéristiques différentes. Tout d'abord une petite observation, avec 4 noms, et leur extension, on nomme les 6 départements de notre région. Indre, Eure et Loir, Cher, Loiret, Loir et Cher et Indre et Loire.

L'Eure et Loir est un peu à part dans la région. Ce département est davantage orienté vers l'Île de France dont il est une des "banlieues dortoir". C'est néanmoins un département industriel, jeune et dynamique.

Les 2 départements de l'Indre et Loire et du Loir et Cher bénéficient d'un patrimoine historique remarquable qu'ils exploitent à plein. Les châteaux de la Loire sont connus dans le monde entier. La Région, je l'ai écrit plus haut, communique à l'international sur "Loire Valley". Ces deux départements trustent 70% des visites touristiques.

Le département du Loiret est la capitale politique et économique de la Région. Même si Orléans et Tours, les 2 métropoles régionales, "se disputent" le leadership économique.

Enfin le Berry que nous connaissons bien dont l'agriculture et le tourisme sont les atouts principaux.

Je retiens de la période de ma présidence les excellentes relations que la CCI régionale et la Région ont su tisser. Le Président Bonneau est un pragmatique et non un idéologue. Il a créé DEV'UP l'agence de développement économique de la Région. Le problème qui se pose est la relation entre la Région et ses départements qui "luttent" pour conserver le leadership politique sur leur territoire. Si la loi est claire en donnant les clés du développement économique à la région. Le pouvoir économique va souvent de pair avec l'influence politique. De même, il existe un rapport de force entre la CCI régionale dont la loi exige qu'elle centralise l'appui aux entreprises, et les CCI départementales qui veulent conserver leurs prés carrés. J'avais fixé 3 priorités à ma mandature : travailler plus étroitement avec la région et son agence de développement économique, rendre lisible l'offre de formation régionale et enfin renforcer la régionalisation et la modernisation du réseau des CCI.

Ce mandat à la Présidence de la CCI régionale m'a pris beaucoup de temps, quelques fois au détriment de mon entreprise. Ce poste un peu politique est éloigné de la réalité concrète du terrain. Je ne regrette pas ces quelques années au service des CCI mais le retour dans mon entreprise a été une bonne chose.

► **Votre société mondialement reconnue a depuis plusieurs années su se renouveler et notamment avec des solutions moins consommatrice d'énergie électrique ? Comment avez-vous franchi ce cap ?**

C'est Louis XIV qui a inventé l'éclairage public pour lutter contre l'insécurité. Les premières lanternes fonctionnaient avec une mèche trempée dans de l'huile. On pouvait à l'époque éclairer plus ou moins les rues en fonction du trafic en mettant 2, 3 voir 4 mèches. La notion de puissance existait donc déjà. Plus la lanterne était puissante plus cette dernière consommait.

Au dix-neuvième siècle le gaz de ville pour alimenter les lanternes apparait et remplace progressivement l'huile. En 1830 on compte 13.000 lanternes à huile à Paris et 70 lanternes à bec de gaz. En 1870 on compte 21.000 lanternes à bec de gaz et moins d'un millier lanternes à huile. Il aura fallu 40 ans pour changer de technologie.

Puis arrive l'électricité avec des lampes de divers technologies (mercure, sodium...). La LED s'est imposée progressivement dans notre secteur d'activité et a mis moins de 10 ans à prendre le pouvoir. Cela a été une révolution au même titre que pourrait l'être le moteur électrique pour l'automobile (même si je reste sceptique quant au devenir de ce dernier). Nos luminaires ont dû être entièrement repensés. Passer du ferromagnétique, technologie simple et éprouvée, à l'électronique, technologie complexe et fragile, ne s'est pas fait facilement. Il a fallu monter en compétence sur cette nouvelle technologie en recrutant des techniciens et ingénieurs.

Cette évolution technologique s'est accompagnée de l'arrivée d'une réglementation exigeante. L'Arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses contraind les luminaires d'être encore plus efficace sans pour autant éclairer le ciel. Notre beau ciel étoilé. Outre une baisse de la température de couleur, les températures froides supérieures à 3.000 Kelvins sont désormais prosrites, moins de 1% du flux lumineux doit dépasser de l'horizontale et 95% du flux lumineux doit se trouver dans un cône de 151 degrés. Cet arrêté nous a contraint d'investir dans un calculateur de simulation optique et sa formation associée. Un investissement conséquent pour la PMI de notre taille.

Nos produits sont donc non seulement économes en consommation d'énergie mais ils préservent la biodiversité et le ciel étoilé. Ils contribuent donc à plein à la transition écologique et énergétique.

Nous allons même plus loin dans les économies d'énergie. L'électronique embarquée dans nos luminaires permet en effet de piloter ces derniers. Détection de présence, abaissement du flux lumineux au cours de la nuit, télégestion, etc. une commune peut diviser par 2, 3, 4 voir 5 sa facture d'électricité d'éclairage public. Qui dit mieux ? Notre secteur a fait le job. Notre société n'a pas démerité et s'est adaptée à ces nouvelles technologies par l'innovation.

► **L'optimisation des ressources, leur valorisation sont des sujets que vous connaissez dans votre quotidien professionnel. Cependant, le choix politique de vouloir mettre "tous ces œufs dans le même panier" peut conduire à de véritables catastrophes. Prenons par exemple, le choix du "tout électrique" à horizon 2050 dans l'Europe. Ce choix sera-t-il tenable pour vous dans les conditions planétaires ?**

Ce qui a été catastrophique ces dernières années c'est l'abandon programmé du nucléaire français. Le problème des décisions politiques c'est qu'elles sont parfois politiciennes et donc peu en phase avec les attentes de la population, la volonté des citoyens ou conforme à la réalité du terrain. Le scandale du nucléaire en est une preuve éclatante. M. F. Hollande puis M. E. Macron, dans son premier mandat, ont sacrifié le nucléaire sur l'hôtel d'accords politiques avec les "écologistes". Les "écologues" auxquels je pense, sont de véritables escrocs de l'écologie. Sous couvert d'idées généreuses les "écologues" sont pour la décroissance. Les vrais écologistes ne sont pas ceux qui s'affichent comme tel.

La fermeture de la centrale de Fessenheim et l'objectif de diminuer à 50% la part du nucléaire dans le mix énergétique ont donné à notre filière d'excellence le sentiment que son avenir était incertain. L'Allemagne a arrêté toutes ses centrales nucléaires pour réouvrir des centrales à charbon. C'est le piètre résultat de l'influence des écologistes allemands dans la politique énergétique de ce pays. Et nous nous apprêtons à faire de même. Où est l'intérêt général dans tout cela ? E. Macron, dans son second mandat, s'est repris et a relancé la filière nucléaire. Bien lui en a pris mais que de temps perdu. Qu'elles sont les autres sources d'énergie que l'électricité. Le charbon, le gaz, le pétrole. Ces énergies produisent des gaz à effet de serre, sont chères et nous rendent dépendants des pays producteurs.

La récente guerre en Ukraine et la hausse du coût des énergies prouvent la nécessité d'une souveraineté énergétique. Une souveraineté non pas européenne mais française. En France « on n'a pas de pétrole mais on a des idées ». Slogan des années Giscard et de la crise du pétrole des années 70. La filière nucléaire est une pépite que d'aucun ont voulu tuer. Mais pire est l'indexation du prix de l'électricité sur celui du gaz. Cette bonne idée européenne fait bénéficier nos amis européens des investissements financés par les seuls français. Et nous payons 2 fois, une fois lorsque nous finançons par nos impôts la filière nucléaire et une fois en ne bénéficiant pas des bas prix du nucléaire.

Le nucléaire a tous les atouts, pas de production de gaz à effet de serre, coût de production réduit, bonne maîtrise de la technologie par notre pays. Que demander de plus ?

► **Comme nous le constatons tous, le département de l'Indre est en train de changer de paradigme avec des impositions d'installations ENRi sans concertation globale. Le monde agricole devient fabriquant d'énergies alors que sa vocation principale consiste à nourrir les gens, préserver et façonner les campagnes que nous aimons tant. Quel est votre point de vue sur ce sujet ?**

Notre filière agricole est comme notre filière nucléaire une pépite. Nous devons la préserver et la valoriser coûte que coûte. Nos agriculteurs sont par ailleurs les meilleurs des écologistes. Ils habitent à la campagne contrairement aux "écologues" et connaissent parfaitement la nature qui les nourrit et qui nous nourrit. Ils exploitent et entretiennent nos campagnes. Que nos agriculteurs fabriquent de l'énergie pourquoi pas, si ce n'est pas au dépend de leur métier premier qui est de fournir une alimentation de qualité. Les terres agricoles doivent le rester et ne pas être transformées en terre d'accueil d'éoliennes ou de panneaux solaires. On restreint l'artificialisation des terres agricoles au détriment de la construction de logements mais on accélère cette dernière au profit d'éoliennes. On marche sur la tête !

► **Comme vous l'avez évoqué précédemment, le département de l'Indre dispose de pépites dont notre devoir absolu consiste à les préserver, pépites historiques touristiques, environnementales, paysagères... Depuis plusieurs années et nous vivons depuis cette année une véritable accélération, ces pépites sont attaquées de toutes parts pour y installer dans une formule du "quoi qu'il en coûte" des projets industriels pour ENRi. Le PNR de la Brenne est totalement attaqué, Valençay, Azay-Le-Ferron, La vallée des peintres, Bouges, le Boischaud Sud... La Champagne Berrichonne est aujourd'hui une gigantesque zone d'éoliennes industrielles à perte de vue. Comment en est-on arrivé à un tel point de rupture ? L'acceptation sociétale sur ce sujet est en train de s'effondrer. Pourquoi ?**

Il ne faut pas mettre toutes les énergies renouvelables sur le même plan. Nous avons une grande expérience de l'hydraulique avec la multitude de barrages qui sont autant de sources d'énergies locales. Il est dommage par ailleurs que l'usine marémotrice de la Rance n'ait pas permis de développer d'autres sites du même type. Si cette énergie est intermittente, elle est en revanche parfaitement prédictible. Les horaires et les coefficients des marées sont connus à l'avance. On retrouvait dans cette réalisation la génie français capable d'ingéniosité.

En ce qui concerne l'énergie solaire. Celle-ci à l'intérêt d'être facile à installer surtout pour les usages domestiques (production électrique ou chauffage de l'eau). Pour des utilisations plus industrielles, il faut de la place. Installer des panneaux solaires sur des hangars agricoles c'est peut-être une bonne idée mais prendre des terres agricoles pour y installer des panneaux est un non-sens écologique et agricole. L'utilisation de panneaux solaires pour alimenter l'éclairage public est une bonne pratique lorsque le réseau électrique n'existe pas. Par exemple, il est en fort développement en Afrique mais en France sa diffusion reste aujourd'hui limitée. Chez LENZI nous sommes en veille technologique sur ce sujet et avons quelques prototypes en test.

Enfin en ce qui concerne l'éolien. Je suis personnellement extrêmement critique quant à son développement. On tue les magnifiques paysages de nos belles provinces pour fournir de l'énergie aux métropoles. Pourquoi ne pas installer des éoliennes à Paris ou dans les grandes villes. Nos paysages font partie de notre patrimoine. Et notre département a raison de se battre pour les préserver.

► **Une conférence de presse s'est déroulée le 19 juin à la direction du département. Son Président accompagné d'autres élus et représentants d'associations ont réitéré la demande officielle d'appliquer le moratoire sur le ENRi dans l'Indre. Aujourd'hui, cette demande ne peut être ni balayée, ni oubliée. Quel est votre point de vue sur ce sujet ? Que proposeriez-vous pour accélérer cette application ?**

Les élus doivent prendre leur responsabilité. C'est leur rôle. Ou alors démissionner et faire autre chose. La défense du bien commun et de l'intérêt général doit guider leur action. Cette conférence de presse du 19 juin est une bonne chose mais me semble bien tardive et ne suffit pas, il faut des actions concrètes. Monter à Paris, faire bloc avec l'ensemble des élus de l'Indre pour dire « ça suffit ». Nous avons un député de la majorité dans l'Indre, à lui de prendre le lead sur ce sujet.

Une autre proposition qui pourrait être portée avec la Région. Avec ses 4 centrales nucléaires, Belleville, Dampierre, Saint Laurent et Chinon, notre Région produit plus de quatre fois sa consommation électrique. Notre Région est autosuffisante et "exporte" donc son électricité. Le développement de nouvelles sources d'énergie dans une région devrait dépendre de son insuffisance énergétique. Ce serait un bon argument pour défendre, avec l'aide la Région, le moratoire demandé le 19 juin.

► **Nombreux sont les collectifs, les associations qui travaillent bénévolement pour préserver les atouts de notre département. Comment jugez-vous leur travail ?**

Les associations, si elles sont apolitiques et non idéologiques, sont en général de bons acteurs locaux. J'ai eu l'occasion de travailler avec FNE (France Nature Environnement au niveau national) et avec le ministère de l'environnement sur l'arrêté du 28 décembre 2018 pour adapter ce dernier aux vieilles lanternes de Paris. Les échanges ont été cordiaux même si cette association généraliste n'y connaissait pas grand-chose à l'éclairage et avait des exigences impossibles à atteindre.

Votre association par exemple est d'une véritable utilité et une réelle légitimité car elle mobilise les citoyens sur un sujet local qui les concerne directement. On est dans le concret, le réel et loin de toute idéologie.



Pascal VRIGNAT
Porte Parole

